



NEWSLETTER

Club Défense

GUERRE ECONOMIQUE : RUSSIE ET UKRAINE

Les sanctions économiques, outils précieux de la guerre économique.

ET SI LA FRANCE ENTRAIT EN GUERRE ?

Livre Blanc, vision stratégique, loi de programmation militaire, etc.

FAUT-IL DE NOUVEAUX CHARS INDIENS ?

Sanctions économiques, outils de la guerre économique.

SOMMAIRE

I. LES SANCTIONS ÉCONOMIQUES, OUTILS PRÉCIEUX DE LA GUERRE ÉCONOMIQUE

II. ET SI LA FRANCE ENTRAIT EN GUERRE ?

III. MORT ET NOMINATION DU NOUVEAU CHEF DU GROUPE ÉTAT ISLAMIQUE (EI)

IV. ENJEUX TERRITORIAUX DANS L'HIMALAYA, POURQUOI L'INDE DOIT ACQUÉRIR UN NOUVEAU MODÈLE DE CHAR



Les sanctions économiques, outils précieux de la guerre économique

« Les dirigeants russes devront faire face à un isolement sans précédent ». Par ces mots, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen entérine les sanctions les plus graves jamais mises en place contre la Fédération de Russie. Quelles sont les sanctions économiques que l'Union européenne va adopter contre Moscou ? Et quels impacts auront à terme ces sanctions ?

Dans le détail des sanctions prises, il y a tout d'abord des sanctions financières, qui réduisent l'accès à Moscou aux marchés de capitaux.

Dans le but d'asphyxier le marché bancaire, les taux d'intérêt vont aussi grimper avec ses sanctions, mettant à mal la capacité de la Russie à financer son économie et son industrie. Les banques de l'UE auront aussi interdiction d'accepter des dépôts de liquides provenant de citoyens russes à hauteur de 100.000 euros.

En outre, l'accès au financement européen sera bloqué pour certaines entreprises russes. Pour continuer dans le domaine de la finance, Bruxelles va prononcer le gel des avoirs de la Banque Centrale russe hors de Russie (dans le but de limiter la capacité de Moscou à contourner les sanctions à son encontre). Les avoirs de Vladimir Poutine et ceux de son ministre des Affaires Étrangères Sergueï Lavrov ainsi que des proches du président de la Fédération de Russie ont également vu leurs avoirs gelés en UE.

Concernant les sanctions dans le domaine de l'énergie, la Russie étant un leader mondial en hydrocarbures, l'Union européenne va prononcer une interdiction d'exportation de pétrole, touchant aux moyens de modernisa-



Photo : Commission Européenne

-tion des raffineries russes. Sans modernisation, elles ne pourront plus se conformer à la législation internationale et leurs produits ne peuvent donc plus être commercialisés.

Une autre sanction est la limitation des exportations vers la Russie « technologies cruciales » et, en première ligne, la limitation des exportations des avions, pièces et équipements aériens dont sa flotte commerciale est dépendante.

En effet, depuis une dizaine d'années, les constructeurs historiques comme Antonov ou Tupolev ont progressivement délaissé les appareils locaux pour se tourner vers des constructeurs européen (Airbus), américain (Boeing) ou encore canadien (Bombardier). Ces sanctions à l'encontre des constructeurs russes pourraient les pousser à se fournir chez d'autres partenaires internationaux, et en première ligne, le chinois Comac (Commercial Aircraft Corporation of China).

La mesure la plus significative, décidée fin février, est l'exclusion des banques russes du système SWIFT. Ce système est utilisé actuellement par près de 300 entités russes et permet de centraliser les ordres de virement entre les clients de différentes banques. Mais cette exclusion est sujette à discussions, en particulier pour les États qui ont une certaine dépendance énergétique comme l'Allemagne (plus de 50% de ses stocks de gaz naturel et un tiers de son pétrole proviennent de Russie).

Sanctionner les banques, les entreprises et même les particuliers sont d'autant de mesures qui permettraient de désamorcer le conflit entre la Russie et l'Ukraine sans intervention physique militaire.

Mais, étant donné la dépendance énergétique de certains pays européens comme l'Allemagne et du coût que cela engendrait, tous les acteurs ne s'entendent pas sur l'ensemble des sanctions, notamment sur l'exclusion du système SWIFT. Une question demeure : comment Moscou réagira-t-il ? Et si son isolement perdure, vers qui Poutine se tournera pour maintenir le pays à flot ?

B.D.



Банк России



Et si la France entraîne en guerre ?

Face à la situation internationale actuelle, il est légitime de se demander si cela pourrait arriver en France, ce qui pose la question de notre préparation.

Livre Blanc, vision stratégique, Loi de programmation militaire (LPM), etc. Malgré les différents outils censés préparer nos armées à la guerre de demain, la France est-elle réellement prête pour la guerre ?

Le 8 février la LPM 2019-2025 a été présentée en Conseil des ministres, cette dernière est en rupture avec les précédentes en comprenant une hausse budgétaire. Toujours dans une volonté de disposer d'un modèle d'armée complet et équilibré, cette LPM est structurée par 4 axes majeurs :

1. Une LPM à hauteur d'homme.
2. Renouveler les capacités opérationnelles.
3. Garantir l'autonomie stratégique de la France et soutenir l'émergence d'une autonomie stratégique européenne.
4. Innover pour faire face aux défis futurs.

Après la guerre du Donbass, la guerre du Haut-Karabakh et maintenant l'Ukraine, aucun doute sur la nécessité de se préparer aux conflits de hautes intensités.

Le 17 février, les députés Mme Patricia MIRALLES et M. Jean-Louis THIERIOT ont rendu leurs conclusions sur la mission d'information relative à la préparation à la haute intensité.

Ils soulignent que depuis 2008, l'environnement géopolitique se dégrade et que « l'hypothèse d'un conflit de haute intensité ne peut être exclue ».

Les deux rapporteurs sont clairs, actuellement la France n'est pas prête. Les pratiques « hybrides » sont de plus en plus utilisées et créés ainsi un « brouillard des intentions ».



Par le biais des fake news, la manipulation de l'opinion publique ou de l'instrumentalisation du droit international, la violence se fait plus difficile à contenir.

Si la guerre touchant l'Ukraine avait visé la France, aurions-nous été prêts ? Selon Michael SHURKIN, (analyste politique senior à la Corporation RAND) nos armées ont de grandes compétences, mais également des lacunes (limitées) dans les inventaires d'équipement.

Il identifie en particulier le manque de volumes, notamment pour les munitions, comme frein à nos armées pour poursuivre le combat sur le long terme.

À la différence des précédentes LPM, celle présentée en février nous laisse observer une hausse budgétaire afin d'accélérer la préparation opérationnelle de nos armées et le basculement vers une logique de haute intensité.

Mais la question de l'échéance se pose. Devons-nous être prêts pour 2030 ou pour la semaine prochaine ?

Mort et nomination du nouveau chef du groupe État islamique (EI).

Le 3 mars 2022, les forces spéciales américaines ont mené une opération militaire en Syrie contre Amir Mohammed Abdul Rahman al-Mawli al-Salbi, chef du groupe État islamique (EI). Le commando américain a d'abord tenté de le capturer vivant, après des échanges de tirs, le chef de Daesh s'est fait exploser à l'intérieur de sa maison localisée à Atme à la frontière avec la Turquie. Au total, 13 personnes seraient décédées dont sa femme et ses trois enfants.

Plus connu sous le titre d'Abou Ibrahim al-Hachimi al-Qourachi et d'origine turkmène, il avait pour projet de rétablir l'EI après sa défaite face à la coalition internationale en 2019. Le groupe de réflexion américain Counter Extremism Project précise qu'« il n'était pas connu pour son savoir religieux malgré sa fonction. Il était plus tortionnaire et fanatique ».

La mort d'al-Qourachi intervient quelques jours seulement après l'assaut des jihadistes de l'EI contre la prison de Ghawayran dans la région de Hassaké au nord-est de la Syrie. Les combats entre les jihadistes et les Forces démocratiques syriennes ont duré près de dix jours. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) établit un bilan de 373 morts.

Depuis 2021, la crainte d'une résurgence de l'organisation est omniprésente. Haroro Ingram, du programme sur l'extrémisme à l'Université George Washington, révèle que les djihadistes : « sont en train de se reconstruire, peut-être plus vite que les analystes ne l'avaient estimé ».

Pour rappel, après avoir déclaré un califat en 2014, l'EI avait été défait en Irak et en Syrie, sans pour autant être complètement éliminé.



Mia Bloom, professeure à l'Université d'État de Géorgie, tempère sur un retour en force du groupe islamiste. Selon la spécialiste, la durée relativement courte du califat d'Al-Qourachi donne une indication sur « l'immense pression du groupe de la part des forces américaines et alliées » qui pèse sur l'EI.

Le morcellement de plusieurs territoires, les dissensions et les affrontements entre différents groupes djihadistes, qu'ils se réclament de l'État islamique ou d'Al-Qaïda entraînent une concurrence et un affaiblissement de l'organisation dans la région.

Le 10 février 2022, un peu plus d'un mois après l'annonce de son décès par les États-Unis, le porte-parole de Daesh annonce, dans un enregistrement audio, la reconnaissance de la mort d'al-Qourachi et la nomination d'un nouveau successeur : Abou Hassan al-Hachimi al-Qourachi.

C.W.

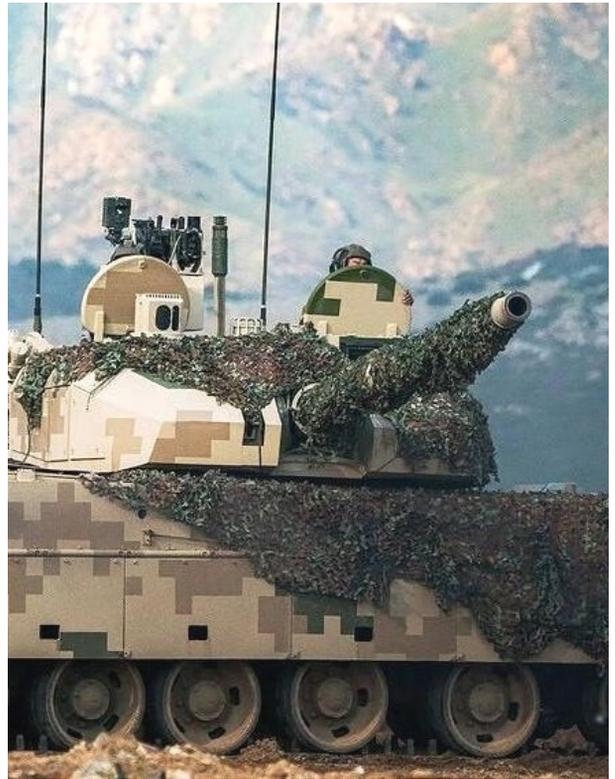
Enjeux territoriaux dans l'Himalaya, pourquoi l'Inde doit acquérir un nouveau modèle de char léger

Combat en montagne et dissuasion frontalière
La dernière année et demie a vu la montée des tensions entre l'Inde et la Chine dans les zones montagneuses du Sikkim, de l'Arunachal Pradesh et du Ladakh. Une nouvelle tentative de négociations entre les deux pays a actuellement lieu, faisant suite aux précédentes initiatives avortées depuis les derniers mois.

Malgré ces discussions de principes en vue d'empêcher toute escalade entre les deux puissances nucléaires, la Chine demeure ferme sur ses positions, voire se durcie, et l'Inde revoit son organisation militaire et la disposition de ses forces.

Dans ce contexte, le ministre de la Défense indienne, Rajnath Singh, a annoncé vouloir acquérir un nouveau modèle de char d'assaut léger pour pallier à l'actuelle faiblesse de l'arme blindée indienne. Ce projet s'inscrit paradoxalement dans la vision plus large d'"Atmanirbhar Bharat", une Inde autonome, mais néanmoins contrainte de chercher ses chars auprès de fournisseurs étrangers.

Effectivement, la majorité de ses chars lourds russes actuels ne sont pas adaptés au combat en montagne, à la différence de plusieurs modèles de chars chinois, légers, maniables et mobiles. Hors, ce n'est pas seulement contre la Chine, mais également contre le Pakistan, dans les zones, encore montagneuses, du Cachemire, que l'Inde devrait être prête à déployer ces équipements.



Cette carence en chars légers doit-être résolu au plus vite, et l'Inde doit spécifier désirer 350 chars de 25 tonnes maximum, aérotransportables et amphibies, pour équiper en priorité ses jeunes divisions de montagne établies en 2009.

En effet, les récents contrats entre la France et l'Inde et le rapprochement stratégique opéré entre les deux pays pourraient être un facteur optimisant une plus intense coopération militaire et industrielle.

B.H.